

REGARDS D'AFRIQUE

Copenhague, et après ?

Trois mois après le sommet ultra-médiatisé de Copenhague sur le réchauffement climatique, l'heure est à la déception en Afrique. Presque aucun des intenses travaux préparatoires qui avaient été conduits sur le continent n'a été utilisé.



Parmi les objectifs : une exploitation écologique des forêts du continent africain.



La conférence des Nations unies sur le climat, qui s'est tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009, a beaucoup déçu et pas seulement l'Afrique. Cent quatre-vingt-treize pays étaient présents, dont cent vingt représentés par leurs chefs d'Etat ou de gouvernement. Aucun accord n'a été signé. Une simple déclaration finale a été publiée, rédigée essentiellement par les délégations américaine et chinoise. La position du continent africain avait été préparée lors de deux réunions, l'une à Ouagadougou en octobre au 7^e Forum international pour le développement durable, puis en novembre à Addis-Abeba, lors du sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine.

L'objectif était de permettre à l'Afrique de s'adapter aux changements climatiques : aménager l'agriculture pour qu'elle assure d'abord la sécurité alimentaire des populations et qu'elle se confronte aussi aux fluctuations des prix des produits agricoles décidés à l'extérieur de l'Afrique. Autre but poursuivi lors des travaux préparatoires : une exploitation économique et écologique de la forêt africaine. Malgré le forcing du délégué de l'Union africaine, rien n'a été spécifiquement retenu.

CLIVAGES

A Copenhague sont apparus plusieurs clivages : entre les pays industrialisés et les autres ; entre les Etats-Unis et l'Europe ; entre les pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie) et les autres pays du Sud, et notamment entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique.

La déclaration finale de la conférence prévoit la limitation à deux degrés de

la hausse des températures, sans préciser à quelle date, ainsi que l'engagement des pays de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, selon un calendrier que chacun doit faire connaître ce mois-ci, par écrit. Le besoin en financement des pays du Sud, pour leur adaptation aux variations climatiques, a été fixé à 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. Dix milliards par an seraient disponibles pour 2010-2012. Des rencontres (de repêchage ?) sont prévues à Bonn en juin et à Mexico en octobre.

Après la réunion, les présidents sénégalais et libyens se sont rencontrés à Tripoli. Faute de pouvoir compter sur l'Occident, ou sur les « émergents », ils vont chercher des solutions africaines, en proposant, entre autres, le recours aux énergies alternatives.

Informations : Cade (Coordination pour l'Afrique de demain), www.afrique-demain.org.

« CHERCHER
DES SOLUTIONS
AFRICAINES »